

le **Républicain**

L'HEBDOMADAIRE DE L'ESSONNE

Boulevard des Champs-Élysées, 91002 EVRY Cedex
 Standard : 01.69.36.57.91 - Rédaction : 01.69.36.58.09 - Publicité : 01.69.36.57.62
 E-mail : lerepublicain@wanadoo.fr

Sommaire

Les habitants du quartier des Coudrayes, à Gif-sur-Yvette, ont protesté devant la mairie, appelant à une décontamination rapide de leurs maisons. On sait en effet qu'une partie de la commune subit, à doses "moyennes", une contamination radioactive au radium depuis... 1955. Et que les pouvoirs publics se sont engagés à procéder à une opération de décontamination en 2000. L'Etat a débloqué les fonds mais l'enlèvement des objets radioactifs serait à la charge des habitants. Maire de Gif en tête, les victimes ne veulent pas devenir les payeurs.

Page 36

VAL D'YVETTE

Jeudi 20 décembre 2001

Rédaction : © 01.69.36.58.09

GIF-SUR-YVETTE *Les habitants du quartier des Coudrayes ont manifesté samedi dernier*

Qui paiera la facture de la décontamination ?

Samedi dernier, les habitants du quartier des Coudrayes, à Gif-sur-Yvette, qui souffre d'une contamination radioactive au radium depuis 1955, ont manifesté devant la mairie. Ils en ont appelé à la décontamination de leurs maisons, promise par les autorités publiques depuis 2000.

Beaucoup d'habitants actuels du quartier n'ont réellement découvert la pollution de leurs maisons qu'en 1999. Le sous-préfet de Palaiseau, François Marzoratti, avait alors lancé une grande campagne de mesures radiologiques dans le quartier. Ainsi, sur les 81 propriétés contrôlées par l'Opri (office de protection contre les rayonnements ionisants) et l'IPSN (institut de protection et de sûreté nucléaire), avec la coordination de la Ddass de l'Essonne, les résultats sont connus depuis janvier 2001, tandis que les évaluations de doses par habitant sont toujours en attente. Sur les 81 habitations mesurées, les 53 premiers prélèvements effectués n'avaient pas mis en évidence une augmentation du niveau moyen de rayonnement habituellement détecté en Ile de France, au niveau des mesures radiométriques et des mesures de radon. Les 28 autres résultats avaient montré des points singuliers dans les jardins. Néanmoins, tous les rapports avaient précisé que les niveaux observés n'étaient pas dangereux et inférieurs



"Décontaminez-nous !" a revendiqué la cinquantaine d'habitants réunis samedi matin.

à la radioactivité naturelle constatée dans certaines régions françaises. Le directeur de la prévention des pollutions et des risques avait affirmé, lors d'une rencontre avec les propriétaires en mai dernier, que les problèmes de radon seraient pris en charge techniquement et financièrement par les services de l'Etat d'ici la fin novembre. En ce qui concerne le radium, le principe de "pollueur payeur" a été mis en évidence, « dans notre cas, la victime devient payeur, explique Marie-Pierre Léonard, présidente de l'association pour la valorisation d'un patrimoine vert, habitante d'une des maisons contaminées. Pourtant, un fonds radium a été mis en place il y a quelque temps et nous exigeons qu'il aide les familles concernées à sortir de cette situation intolérable. » Suite aux différents contrôles réalisés par l'Opri et l'IPSN, coordonnés par la Ddass de l'Essonne, l'agence nationale des déchets radioactifs (Andra), située à Châtenay Malabry, s'était en effet proposée, il y a dix-huit mois, de procéder à l'enlèvement des objets radioactifs dans chacune des maisons concernées et de les stocker ensuite dans des endroits spécifiques, à la charge des propriétaires. « C'est un dossier très sensible, explique le sous-préfet

de Palaiseau, François Marzoratti. Pour autant, les mesures ont indiqué qu'il n'y avait pas de danger. L'Etat a certes débloqué un fonds radium, au mois d'octobre, qui a été acté, mais l'Andra, concernant l'enlèvement des objets radioactifs, a naturellement demandé dès le début, une prise en charge de la part des habitants concernés. Malgré tout, les autorités publiques participent, il faut le savoir, la DDASS, particulièrement, qui accompagne les personnes concernées, individuellement. Le sujet n'est donc pas mis à l'écart, loin de là. » De leur côté, les familles qui ont défilé samedi dernier dans le centre-ville ont eu l'assurance que le maire, Michel Bournat, était de leur côté. « Nous suivons le dossier, et aurons très prochainement un rendez-vous afin de faire le point sur la situation. » L'association loi 1901 de Marie-Pierre Léonard compte ainsi un comité de soutien important : le maire de Gif et une partie de la municipalité, ainsi qu'un député, un sénateur, un conseiller général, et nombre de personnalités scientifiques. Parfois même, ils habitent eux-mêmes ces maisons contaminées.

Fabien Herran

• Association pour la valorisation d'un patrimoine vert : multimania.com/avpv

D'où vient cette pollution ?

Les contaminations au radium et au radon mesurées dans le quartier des Coudrayes sont dues aux activités passées de la Société Nouvelle du Radium qui a cessé d'exister en 1956. En dépit d'une première décontamination en 1956 et d'une seconde menée en 1974 par le CEA, des contrôles faits par le SCPRI (service central de protection contre les rayonnements ionisants), a mis en évidence la présence d'éléments radioactifs. Cela n'a pourtant pas empêché des permis de construire d'être délivrés ou des autorisations d'être données pour les bâtiments les plus anciens.